



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS  
LOCALES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES

Arrêté du 20 NOV. 2020

**portant mise en demeure à la société GANTER LAVIGNE EXTRACTION  
de se mettre en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2006,  
en matière de distance de recul du front d'exploitation par rapport aux limites autorisées  
de son site de carrière de Baldersheim (68)**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L.171-8-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 juin 2006 autorisant la société GANTER LAVIGNE EXTRACTION à exploiter à sec et en eau une carrière à Baldersheim pour une durée de 16 ans ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 février 2012 portant prescriptions complémentaires (garanties financières de remise en état) ;

VU la visite d'inspection du site le 20 octobre 2020 ;

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées du 26 octobre 2020 ;

Considérant qu'au vu du plan d'exploitation (et ses profils associés) mis à jour le 4 juillet 2020 et communiqué par l'exploitant, il apparaît que la largeur de la banquette périphérique de protection est inférieure à 10 mètres pour les linéaires suivants :

- Parcelle 87 - section 2 de Baldersheim : limite Nord,
- Parcelle 148 - section 22 de Baldersheim : partie Est de la limite Nord, limites Est et Sud,
- Parcelle 84 - section 22 de Baldersheim : parties Sud et médiane de la limite Ouest, parties médiane et Sud de la limite Est,

ce qui constitue un non-respect de la prescription de l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2006 susvisé ;

Considérant toutefois que compte tenu de l'historique de ce site, sur une partie de ces linéaires, la banquette périphérique a été exploitée avant que la prescription de distance de recul de 10 mètres par rapport aux limites autorisées du site ne soit imposée, mais qu'il y a

lieu que l'exploitant produise un historique argumenté de l'évolution de la réalisation des talus de la carrière ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (...) et activités, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : La société GANTER LAVIGNE EXTRACTION, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 55 lieu-dit Wolfaecker – 68390 BALDERSHEIM, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions de l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2006 susvisé pour sa carrière située à Baldersheim (68).

### **Article 2 : distance de recul/banquette de protection périphérique**

**Au plus tard le 30 juin 2021**, s'agissant de la distance de recul du bord d'exploitation par rapport aux limites autorisées du site pour les linéaires de banquette périphérique dont l'exploitant ne peut justifier qu'ils ont été exploités avant que la prescription concernant les 10 mètres de recul ne soit imposée :

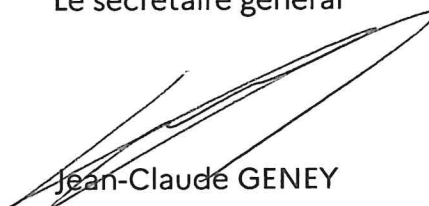
« Les bords de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé défini à l'article 3, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. (...) ».

**Article 3** : En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture du Haut Rhin et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à la société GANTER LAVIGNE EXTRACTION – 55 lieu-dit Wolfaecker – 68390 BALDERSHEIM.

À Colmar, le 20 NOV. 2020

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Jean-Claude GENEY

#### Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.